

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240422-lmc1327849-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 23 avril 2024
Date de publication : 23/04/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 22 AVRIL 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 24/251 24CA01 - ACQUISITION DE 7 MINIBUS TPMR (TRANSPORT DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE) REFERENCE "L2H2" - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/251

BUREAU DU 22 AVRIL 2024

**O B J E T : 24CA01 - ACQUISITION DE 7 MINIBUS TPMR
(TRANSPORT DES PERSONNES A MOBILITE
REDUITE) REFERENCE "L2H2" - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2113-2 et L.2113-4, relatifs au recours à la Centrale d'achat, et les articles R.2162-7 et R.2162-8 et R.2162-11 et R.2162-12, relatifs aux marchés subséquents,

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

VU le décret n°2017/1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n°2017-21 du 11 janvier 2017 relatif aux obligations d'achat ou d'utilisation de véhicules à faibles émissions,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023, portant délégations au Président et au Bureau Métropolitain,

VU l'article 5 des Statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la décision n°15/88 du Bureau Communautaire en date du 16 février 2015, relative à l'adhésion de la Métropole à la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.),

VU l'accord cadre n°2022-02, passé par la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P) relatif à l'acquisition de minibus TPMR neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et non urbain de voyageurs, et son lot n°1 pour les Minibus TPMR L2H2, notifié à la SAS DIETRICH VEHICULES,

VU la procédure en cours relative à la passation d'un marché subséquent à bons de commande n° 2022-02-19 passée par la C.A.T.P,

CONSIDERANT que le Code de la Commande Publique stipule qu'une centrale d'achat est un acheteur qui a pour objet d'exercer de façon permanente, au bénéfice des acheteurs, l'une au moins des activités d'achat centralisées suivantes :

- 1° L'acquisition de fournitures ou de services,
- 2° La passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services (Article L2113-2),

CONSIDERANT qu'il dispose également que « L'acheteur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confiées » (Article L2113-4),

CONSIDERANT que la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P) a été créée le 8 septembre 2011, association loi 1901, par des élus locaux et des techniciens de collectivités territoriales pour optimiser les achats en matière de transport public pour ses adhérents,

CONSIDERANT que par décision du Bureau Communautaire n°15/88 en date du 16 février 2015, Toulon Provence Méditerranée a adhéré à la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.), pour ses besoins d'acquisitions en matériel roulant et d'équipement en matière de Transports,

CONSIDERANT le besoin pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée de procéder à l'acquisition de minibus à destination des personnes à mobilité réduite,

CONSIDERANT que la procédure en cours relative à la passation d'un marché subséquent n°2022-02-19 passée par la C.A.T.P, est adaptée pour répondre à ce besoin,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour bénéficier des prestations du marché subséquent n°2022-02-19, doit signer un engagement de commande et les conditions générales de vente ainsi qu'une convention de rémunération avec la C.A.T.P,

CONSIDERANT que conformément au projet d'engagement de commande n°1, le délai de livraison est de 86 semaines à compter de la date de notification du bon de commande au titulaire dont 34 semaines pour les aménagements spécifiques requis par le bénéficiaire,

CONSIDERANT que l'engagement de commande n°1 annexé à la présente décision représente un montant de 770 072,12 € HT, soit 905 349,64 € TTC, comprenant :

- Le prix standard des 7 véhicules remis par le titulaire, pour un montant de 751 698,64 € HT, soit 883 301,47 € TTC,
- Le montant total des PSE facultatives intégrées dans la configuration du véhicule, pour un montant de 10 749,00 € HT, soit 12 898,80 € TTC,
- La part de la rémunération de la Centrale d'Achat du Transport Public pour un montant de 7 624,48 € HT soit 9 149,37 € TTC,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de rémunération, l'engagement de commande n°1 et les conditions générales de ventes relatives à l'acquisition de 7 minibus TPMR L2H2, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision et au nom de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 3

DE DIRE que la convention lie les parties jusqu'à la réalisation de leurs obligations réciproques.

ARTICLE 4

D'AUTORISER la C.A.T.P à conclure et notifier le marché subséquent, après transmission par la Métropole Toulon Provence Méditerranée dudit marché au contrôle de légalité relatif à l'acquisition de 7 minibus TPMR L2H2 avec la SAS DIETRICH VEHICULES sise Parc d'activité d'Alsace BOSSUE - 67320 THAL DRULINGEN pour un montant de 770 072,12 € HT, soit 905 349,64 € TTC, comprenant :

- Le prix standard des 7 véhicules remis par le titulaire, pour un montant de 751 698,64 € HT, soit 883 301,47 € TTC.
- Le montant total des PSE facultatives intégrées dans la configuration du véhicule, pour un montant de 10 749,00 € HT, soit 12 898,80 € TTC.
- La part de la rémunération de la Centrale d'Achat du Transport Public pour un montant de 7 624,48 € HT soit 9 149,37 € TTC.

ARTICLE 5

DE DIRE que le marché subséquent est conclu pour une durée allant de sa notification au titulaire jusqu'à la fin de l'exécution du dernier bon de commande émis sur son fondement, les bons de commande pouvant être émis à compter de la notification du marché subséquent jusqu'à la fin de l'accord-cadre, qui a été notifié au titulaire le 15 mars 2022 pour une durée de deux ans reconductibles tacitement deux fois.

ARTICLE 6

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget annexe des transports, Opération budgétaire 42423, Article 2156.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Convention de rémunération de la CATP au titre des prestations d'achat

Marché subséquent n°2022-02-19 relatif à l'acquisition de minibus TPMR neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et non-urbain de voyageurs relevant du :
Lot n°1: Minibus TPMR L2H2

Entre :

AGIR Transport, sous la dénomination commerciale **Centrale d'Achat du transport Public**, association Loi 1901, immatriculée au numéro de SIRET 539 537 886 00035, dont le siège social est situé 23 Rue Daviel, 75013 Paris, représentée par Arnaud RABIER, en sa qualité de Directeur Général,

(Ci-après dénommée, la « **CATP** »)

Et

Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public dont le siège est situé Hôtel de la Métropole- 107 BOULEVARD Henri Fabre – 83041 TOULON, représenté par Jean-Pierre GIRAN, en sa qualité de Président,

(Ci-après dénommée, « **Métropole T.P.M.** »)

Préambule

AGIR Transport, sous la dénomination de Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) est une association Loi 1901 créée en vue d'acquérir des fournitures ou des services, de passer des marchés publics ou de conclure des accords-cadres de travaux, fournitures ou de services destinés à ses Bénéficiaires.

La CATP est soumise aux procédures de publicité et de mise en concurrence de la commande publique, conformément aux articles L.2113-2 à L.2113-5 du code de la commande publique. Dès lors, les acheteurs qui recourent à la CATP sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

Article 1 - Objet de la convention

La CATP dispose d'un accord-cadre relatif à l'acquisition de véhicules de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et interurbain de voyageurs. **Métropole T.P.M.** a décidé de recourir aux prestations de cet accord-cadre et plus précisément, au lot n°1 consistant en l'acquisition de Minibus TPMR L2H2 neufs.

La présente convention a pour objet de rappeler les prestations effectuées par la CATP pour répondre aux besoins de **Métropole T.P.M.** et la rémunération de la CATP versée en contrepartie de ces prestations.

Article 2 – Périmètre des prestations confiées à la CATP

La CATP a pour mission :

- de rédiger le cahier des charges du marché subséquent,
- de procéder à la passation du marché subséquent comprenant notamment :
 - o l'analyse des offres,
 - o l'organisation de négociations s'il y a lieu,
 - o l'envoi des courriers de rejet et la notification du marché subséquent,
- d'émettre les bons de commande au Titulaire,
- de réaliser le suivi global de l'exécution du marché subséquent jusqu'à l'admission des véhicules et des matériels accessoires.

Article 3 – Contenu de la rémunération de la CATP

Conformément aux Conditions Générales de Ventes (CGV) signées par les Parties, la validation de chaque engagement de commande par **Métropole T.P.M.** engage :

- la CATP à notifier le bon de commande correspondant au Titulaire du marché subséquent,
- **Métropole T.P.M.** à rémunérer la CATP en contrepartie des prestations effectuées par cette dernière.

En contrepartie des prestations effectuées par la CATP au titre de son activité d'achat centralisée, **Métropole T.P.M.** s'engage à verser à cette dernière, par bon de commande, une rémunération correspondant à 1% du montant total hors taxe de l'engagement de commande, plafonné à 20 000 € HT.

Article 4 : Modalités de paiement

Cette rémunération sera incluse dans le prix unitaire du véhicule mentionné dans chaque engagement de commande.

Elle sera donc acquittée après admission des véhicules.

Fait à Paris, le

Fait à, le

Pour la CATP

Pour **Métropole T.P.M.**

Signature

Signature

Conditions Générales de Vente

Accord-cadre relatif à l'acquisition de minibus TPMR neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et non-urbain de voyageurs

**Accord-cadre n°2022-02
Marché subséquent n°2022-02-19**

Entre :

NOM DU BENEFICIAIRE : METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Personne habilitée à représenter le Bénéficiaire : Jean-Pierre GIRAN
Adresse postale : 107 boulevard Henri Fabre – 83041 TOULON
Téléphone : 04 94 46 72 33
Personne chargée du dossier : Fabien FARRUGIA

*Ci-après dénommé le « **Bénéficiaire** »*

AGIR TRANSPORT, SOUS LA DENOMINATION COMMERCIALE
CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC
23 rue Daviel 75013 PARIS
Tél : 01.53.68.04.24
Mail : contact@catp.fr
SIRET 539 537 886 00035

Représentée par : Arnaud RABIER

*Ci-après dénommée la « **CATP** »*

Ensemble appelés « Les Parties »

Préambule

AGIR Transport, sous la dénomination commerciale de Centrale d'Achat du Transport Public (CATP), agissant en application de l'article 26 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, a pour mission d'acquérir des fournitures ou des services en transport destinés à ses Bénéficiaires.

Lorsqu'ils ont recours à la CATP pour leurs achats, les Bénéficiaires sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence, la CATP étant soumise, pour la totalité de ses achats, aux règles applicables aux marchés publics.

Dans le cadre de ses missions statutaires, la CATP a conclu un accord-cadre n°2022-02 pour l'acquisition de véhicules neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et interurbain de voyageurs. L'acquisition des véhicules et des matériels accessoires est destinée aux Bénéficiaires de la CATP, en leur qualité d'entités adjudicatrices.

Cet accord-cadre est décomposé en 2 lots, correspondant respectivement à un type de véhicule de transport public. La CATP est chargée de conclure un marché subséquent lorsqu'un Bénéficiaire souhaite lui confier l'achat de véhicules relevant de cet accord-cadre.

Sollicitée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la CATP a consulté le Titulaire du lot n°1 « Minibus TPMR L2H2 » en vue de conclure un marché subséquent qui lui est destiné, ci-après dénommé le « Marché ».

Après analyse de l'offre remise, la CATP et le Bénéficiaire conviennent ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

Les présentes Conditions Générales de Ventes (CGV) constituent la Convention qui définit les relations contractuelles entre le Bénéficiaire et la CATP, appelés ensemble les « Parties ».

Au sens de la Convention :

- La « CATP » désigne la centrale d'achat chargée de passer le Marché pour le « Bénéficiaire » ;
- Le « Bénéficiaire » est la personne morale destinataire des Biens et membre de la CATP ;
- Les « Biens » désignent les véhicules neufs de différentes catégories, les matériels accessoires et les Prestations de services (hors garanties et pénalités) dont les prescriptions sont définies dans le marché subséquent ;
- Le « Fournisseur » désigne le titulaire du Marché passé par la CATP et destiné au Bénéficiaire.

Sauf dérogation expresse aux termes d'un accord des Parties, sont applicables à la relation contractuelle entre le Bénéficiaire et la CATP, la présente Convention ainsi que les pièces suivantes annexées à la présente Convention :

- Annexe 1 : les Engagements de commande annexés au fur et à mesure de leur émission par le Bénéficiaire ;
- Annexe 2 : l'Acte d'engagement du Marché correspondant à l'offre finale du Fournisseur en vue de la notification du Marché et ses éventuelles annexes ;
- Annexe 3 : le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du Marché ;

- Annexe 4 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et Financières (CCTPF) du Marché et ses annexes.

En cas de difficulté d'interprétation entre les pièces du Marché, celles-ci s'appliquent, par ordre décroissant des annexes susmentionnées.

Article 2 – Entrée en vigueur des Conditions Générales de Vente – Durée

La présente Convention prend effet à compter de sa notification au Bénéficiaire par la CATP.

Elle prend fin à la plus lointaine des dates suivantes :

- L'échéance du Marché correspondant à l'échéance de l'accord-cadre ;
- L'admission des Biens par la CATP ;
- Le paiement du prix des Biens par le Bénéficiaire à la CATP.

Article 3 – Modalités d'achat

3.1 Passation du Marché par la CATP

Le Bénéficiaire a exprimé ses besoins auprès de la CATP dont les caractéristiques sont reproduites à l'Annexe 4 de la présente Convention.

La CATP a consulté le Titulaire du lot visé par le Marché pour l'acquisition des Biens répondant précisément aux besoins du Bénéficiaire.

Au terme de la consultation, la CATP conclut avec le Fournisseur un Marché, destiné à répondre aux besoins du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire déclare connaître les termes du Marché et les accepter sans réserve.

3.2 Signature de l'Engagement de commande

Tout achat de la part du Bénéficiaire doit faire l'objet d'un Engagement de commande préalable de sa part. Dès lors, à chaque nouvelle demande de Biens relevant du Marché, la CATP demande au Bénéficiaire de signer un nouvel Engagement de commande.

A cette fin, à la demande du Bénéficiaire, la CATP lui adresse un projet d'Engagement de commande comportant, au minimum, les mentions suivantes :

- Désignation exacte des Biens objet de la commande ;
- Quantité souhaitée par le Bénéficiaire ;
- Délai d'admission ;
- Prix d'acquisition des Biens (en € HT et en € TTC, ainsi que le montant de la TVA).

A la réception du projet d'Engagement de commande, le Bénéficiaire s'engage à vérifier que le projet de commande correspond, en tous points, à sa demande.

Chaque Engagement de commande doit être signé par une personne ayant la capacité d'engager la commande. A cet effet, les nom et fonction de cette personne doivent être indiqués à côté de sa signature.

Le Bénéficiaire renvoie à la CATP l'Engagement de commande dûment signé par son représentant, en deux exemplaires papier, par courrier ou remis en mains propres.

La réception de chaque Engagement de commande par la CATP constitue le point de départ de la passation d'une commande par cette dernière.

3.3 Effets juridiques entre les Parties

Le Bénéficiaire devient engagé par sa/ses commande(s) à compter de la notification de chaque Engagement de commande qu'il adresse à la CATP, pris sur le fondement de la présente Convention.

Il ne peut pas se rétracter en vue d'annuler sa commande sans engager sa responsabilité, dans les conditions de l'article 9.1 de la présente Convention.

La CATP s'engage, sans délai, à :

- Informer le Bénéficiaire de la notification du Marché ;
- Transmettre chaque commande au Fournisseur.

Article 4 - Exécution du Marché

4.1 Rôle de la CATP

Après la notification du Marché, la CATP est chargée de son exécution, s'agissant, pour chaque bon de commande, de leur notification au Fournisseur et de leur exécution jusqu'à la notification au Fournisseur du procès-verbal d'admission relatif au dernier des Biens acquis par le Bénéficiaire.

La CATP n'est en revanche pas l'interlocuteur du Fournisseur en ce qui concerne la période commençant après l'admission des Biens et courant jusqu'à la fin des garanties qui leur sont attachées dans le cadre du Marché (excepté les cas de retenue de garantie).

4.2 Rôle du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire est l'interlocuteur du Titulaire pour la période débutant après l'admission de chaque Bien. En particulier, il est chargé de la mise en œuvre des clauses relatives aux garanties et, le cas échéant, de l'application des pénalités (hors pénalités de retard et pénalités liées à l'ajournement des Biens). En cas d'application des pénalités elles sont directement versées par le Fournisseur au Bénéficiaire.

A la demande expresse du Bénéficiaire, la CATP peut accepter de l'assister dans l'exécution du Marché.

En tout état de cause, la CATP est régulièrement informée de l'exécution du Marché jusqu'à son terme par le Bénéficiaire et le Fournisseur, y compris de tout dysfonctionnement ou difficulté d'exécution du Marché.

4.3 Rôle de l'Exploitant

Les Exploitants du Bénéficiaire sont les personnes morales chargées de l'exploitation des services de transport public pour lesquels les Biens sont commandés dans le cadre du marché subséquent.

Les Exploitants du Bénéficiaire peuvent être amenés à participer à l'exécution du Marché, dans les conditions définies à l'annexe n°3 des présentes CGV.

Article 5 - Livraison, admission et transfert de propriété

5.1 Délai et lieu de livraison

Le délai de livraison court à compter de la notification du bon de commande au Fournisseur par la CATP et s'achève à la date d'admission de chaque Bien figurant sur le bon de commande.

Le Fournisseur livre les Biens, dans les conditions décrites dans les pièces du Marché. La CATP ne réalise aucune prestation de stockage ou de livraison.

Le lieu de livraison est indiqué dans le bon de commande.

Jusqu'à ce que la propriété des Biens soit transférée au Bénéficiaire, ce dernier doit conserver les véhicules séparément des siens et de ceux de tiers et veille à ce qu'ils soient correctement stockés et protégés.

Pour pouvoir circuler, les véhicules doivent avoir été admis conformément aux termes du Marché.

5.2 Opérations de vérification quantitative et qualitative

Les opérations de vérification s'effectuent selon la procédure décrite dans les pièces du Marché, que le Bénéficiaire déclare connaître et accepter.

5.3 Admission, ajournement, réfaction et rejet

A l'issue des opérations de vérification, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des Biens est prononcée dans les conditions fixées par le Marché.

La décision d'admission permet de constater que les Biens livrés sont conformes aux stipulations du Marché.

Le Bénéficiaire doit, sans délai, transmettre sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des véhicules à la CATP.

5.4 Transfert de propriété

Le transfert de la propriété des Biens intervient à leur admission au profit de la CATP qui la transfère sans délai au Bénéficiaire en vertu de sa mission d'activité d'achat centralisée, telle que prévue par l'article 26 I 1° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Article 6 – Prix et modalités de paiement

6.1 Prix

Les prix d'acquisition des Biens sont ceux indiqués sur l'Engagement de commande.

Les prix sont formulés en euros hors taxes avec indication du taux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) applicable. La TVA applicable est celle en vigueur en France. En cas de changement du taux de TVA, il est fait application du taux en vigueur applicable.

6.2 Révision des prix

Les prix sont révisables dans les conditions prévues par le Marché.

6.3 Modalités de paiement

Le paiement des Biens est effectué par le Bénéficiaire auprès de la CATP, par virement, dans un délai de 20 jours calendaires à compter de la réception de la facture.

6.4 Acompte

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit, au bénéfice de la CATP, au versement d'acomptes, à valoir sur le prix total figurant sur l'Engagement de commande.

La CATP peut adresser une demande d'acompte au Bénéficiaire d'un montant équivalant à 30% du montant total de l'Engagement de commande Toutes Taxes Comprises (TTC).

D'autres acomptes pourront être prévus, en accord avec le Bénéficiaire.

La demande d'acompte fait l'objet d'une facture comportant, au minimum, les mentions suivantes :

- Nom et signature de la personne ayant capacité d'engager le Bénéficiaire ;
- Désignation exacte des Biens commandés ;
- Numéro de facture ;
- Pourcentage du montant de l'acompte par rapport au montant total des prestations (en € HT et en € TTC) ;
- Montant total de l'acompte (en € HT et en € TTC) et de la TVA afférente.

Le Bénéficiaire s'acquitte de la facture relative à l'acompte, dans un délai maximum de 20 jours calendaires à compter de la réception de la demande d'acompte. La CATP peut toutefois décider, au cas par cas, de renoncer au versement d'acomptes.

6.5 Retard de paiement

Le dépassement des délais de paiement par le Bénéficiaire fait courir des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire. En outre, le Bénéficiaire en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur, à l'égard de la CATP d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est de 40 euros par facture. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, la CATP peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Dans le cas où la CATP doit verser au Fournisseur les intérêts moratoires énoncés ci-dessus, cette somme serait automatiquement refacturée au Bénéficiaire.

Article 7 – Pénalités

La CATP ne peut être tenue pour responsable de tout retard ou de toute inexécution par le Fournisseur, ce que le Bénéficiaire déclare accepter.

En tout état de cause, la CATP informe le Bénéficiaire, par écrit, de la nature et du montant de toute somme qu'il a pu solliciter ou recevoir de la part du Fournisseur, à titre de pénalité, conformément au Marché, hors pénalité liée à l'ajournement des véhicules. Toute pénalité de retard que la CATP peut obtenir auprès du Fournisseur en application du Marché, dont elle a effectivement bénéficié et une fois les délais de recours du Fournisseur expirés, est reversée au Bénéficiaire, à hauteur de 100 %.

Les modalités de calcul des pénalités appliquées par la CATP au Fournisseur sont décrites dans le Marché.

Une fois les Biens admis, s'il y a lieu, le Bénéficiaire applique lui-même les pénalités contractuelles autres que les « *Pénalités pour non-respect du délai global d'exécution du marché subséquent* » et les « *Pénalités en cas de nouvel ajournement à la suite du deuxième contrôle de conformité du véhicule* ».

Article 8- Garanties

Pour toute action en garantie, il appartient au Bénéficiaire, ou à tout tiers qui lui serait subrogé, d'exercer un recours directement contre le Fournisseur, selon les modalités contractuelles précisées dans le Marché.

Le Bénéficiaire, ou le tiers qui lui serait subrogé, informe la CATP de toute mise en œuvre de la garantie en lui adressant une copie de sa réclamation.

La garantie qui incombe au Fournisseur commence à courir à compter de la date d'admission de chaque Bien.

L'expiration du Marché n'a pas pour effet de mettre fin aux garanties lesquelles sont attachées aux Biens : celles-ci s'appliquent jusqu'à leur terme, nonobstant la fin du Marché.

Article 9 - Responsabilités

9.1 Responsabilité du Bénéficiaire

A compter de la notification de la présente Convention, le Bénéficiaire est tenu de s'acquitter des factures émises par la CATP conformément aux engagements pris.

Aucune rétractation du Bénéficiaire n'étant admise, en cas de non-paiement des factures, la CATP se réserve le droit de lui demander le paiement de l'intégralité du montant des factures et, le cas échéant, des dommages et intérêts.

9.2 Non-responsabilité de la CATP

Le Bénéficiaire reconnaît et accepte formellement que la CATP ne peut être tenue responsable des préjudices indirects et/ou immatériels subis par lui ou tout autre tiers au titre de l'exécution du Marché. Cela inclut tout préjudice commercial, perte de clientèle, perte de commande, trouble commercial, perte de bénéfice, atteinte à l'image de marque, etc.

Le Bénéficiaire reconnaît devoir être son propre assureur pour ces préjudices ou avoir contracté les assurances appropriées.

Article 10 - Assurance – Transfert des risques

Le Fournisseur garantit une couverture des Biens contre la totalité des risques qui lui incombent jusqu'à la décision d'admission. A compter de l'admission, il appartient au Bénéficiaire de souscrire les assurances nécessaires.

Article 11 – Indépendance des clauses – Survivance des obligations

Il est convenu que l'invalidité, l'inopposabilité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre en œuvre une stipulation de la présente Convention n'affecte aucunement la validité, l'opposabilité, l'efficacité et la mise en œuvre de ses autres stipulations, qui continuent de trouver application.

Toutefois, les Parties négocient de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

Le fait par l'une des Parties de ne pas exiger à un moment quelconque l'exécution stricte par l'autre Partie d'une disposition de la présente Convention n'est en aucun cas réputé constituer une renonciation quelle qu'elle soit à l'exécution de ce droit.

Article 12 – Relations entre les parties

Les Parties agissent en qualité de cocontractants indépendants, et aucune stipulation de la présente Convention dans quelque circonstance que ce soit, ne saurait être interprétée comme conférant à l'une des Parties la qualité de salarié ou franchisé de l'autre partie ou créant un mandat, une société, une association ou une entreprise en nom collectif, entre les Parties.

Article 13 – Litiges

Au cas où des difficultés surviendraient dans l'interprétation ou dans l'exécution des clauses de la présente Convention, les Parties prennent l'engagement de s'efforcer de les régler à l'amiable.

Fait en deux exemplaires.

ALe

Pour le Bénéficiaire :

Nom du représentant :

Signature:

A Paris, Le

Pour la Centrale d'Achat du Transport Public

Nom du représentant :

Signature :

Annexes :

- Annexe 1 : les Engagements de commande annexés au fur et à mesure de leur émission par le Bénéficiaire ;
- Annexe 2 : l'Acte d'engagement du Marché correspondant à l'offre finale du Fournisseur en vue de la notification du Marché et ses éventuelles annexes ;
- Annexe 3 : le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du Marché ;
- Annexe 4 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et Financières (CCTPF) du Marché et ses annexes.

Engagement de Commande n°1

Annexe n°1 aux Conditions Générales de Vente Marché subséquent n°2022-02-19

Bénéficiaire émetteur :
Métropole Toulon Provence Méditerranée

Destiné à :
AGIR Transport, sous la dénomination commerciale
CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC
23 Rue Daviel
75013 PARIS
Téléphone : 01.53.68.04.24
SIRET : 539 537 886 00035

Le Bénéficiaire commande les biens désignés ci-dessous, conformément aux dispositions des Conditions Générales de Vente (CGV).

Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance des CGV et les accepte sans réserve.

Acquisition de 7 minibus TPMR L2H2

- Fournisseur et type de véhicule : **Dietrich Véhicules – Modèle Modulis 30**
- Délai de livraison des 7 véhicules : 86 semaines à compter de la date de notification du bon de commande au Titulaire dont 34 semaines pour les aménagements spécifiques requis par le bénéficiaire.
- Périmètre de la commande : Cf. CCTPF.

➤ Montant selon configuration de base (hors PSE facultatives) :

	Prix unitaire HT	Quantité	Total HT	TVA 20%	TVA 5,5%	TOTAL TTC
Prix du véhicule remis par le Titulaire	107 385,52 €	7	751 698,64 €	124 495,73 €	7 107,10 €	883 301,47 €

➤ Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) facultatives :

PSE	Désignation	Prix unitaire HT	Quantité	Total HT	TVA 20%	TVA 5,5%	TOTAL TTC
F 8-350	Cadres d'affichage	220,00 €	7	1 540,00 €	308,00 €		1 864,94 €
F 11-100	Extincteur	180,00 €	7	1 260,00 €	252,00 €		1 525,86 €
F 13-122	Logiciel de diagnostic	6 549,00 €	1	6 549,00 €	1 309,80 €		7 930,84 €
F 15-110	Formation du personnel de maintenance	1 400,00 €	1	1 400,00 €	280,00 €		1 695,40 €
Montant total des PSE facultatives intégrées dans la configuration du véhicule				10 749,00 €	2 149,80 €	-	12 898,80 €

➤ Proposition tarifaire finale :

	Prix unitaire HT	Quantité	Total HT	TVA 20%	TVA 5,5%	TOTAL TTC
Montant total selon configuration de base (hors PSE facultatives), hors rémunération CATP	107 385,52 €	7	751 698,64 €	124 495,73 €	7 107,10 €	883 301,47 €
Montant total des PSE facultatives intégrées dans la configuration			10 749,00 €	2 149,80 €		12 898,80 €
Sous-total de l'engagement de commande, sans la rémunération de la CATP			762 447,64 €	126 645,53 €	7 107,10 €	896 200,27 €
Rémunération de la CATP, selon convention de rémunération			7 624,48 €	1 524,90 €		9 149,37 €
Montant total de l'engagement de commande			770 072,12 €	128 170,42 €	7 107,10 €	905 349,64 €



- Modalités de facturation et de paiement : Le paiement des prestations, dont le montant est indiqué sur le présent engagement de commande, est à effectuer par le Bénéficiaire auprès de la CATP dès réception de la facture.

Coordonnées bancaires :

Banque : Le Crédit Lyonnais

RIB: 30002004950000006537P85

IBAN: FR2930002004950000006537P85

BIC: CRLYFRPP

Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance des CGV et, en particulier, des effets juridiques du présent Engagement de commande (Cf. article 3.2 des CGV).

Fait à, le.....

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Signature :

Accord-cadre n°2022-02

Procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R.2124-2 1° et
R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

**Accord-cadre relatif à l'acquisition de minibus TPMR neufs de
différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport
urbain et non-urbain de voyageurs**

Marché subséquent n° 2022-02-19

Lot n°1 : Minibus TPMR L2H2

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	5
ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE SUBSEQUENT	5
1.1 OBJET DU MARCHE SUBSEQUENT	5
1.2 PRISE D’EFFET ET DUREE DU MARCHE SUBSEQUENT	5
1.2.1. Rappel de la durée de l'accord-cadre.....	5
1.2.2. Prise d'effet et durée du marché subséquent.....	5
1.2.3. Hypothèse de non-reconduction du marché subséquent.....	6
ARTICLE 2 - PARTIES AU MARCHE SUBSEQUENT	6
2.1 LA CATP	6
2.2 LE BENEFICIAIRE	6
2.3 LE TITULAIRE.....	7
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE SUBSEQUENT	7
ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE SUBSEQUENT	7
4.1 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE	7
4.2 MODALITES D'EXECUTION DU BON DE COMMANDE.....	8
4.2.1 Délai de livraison des Biens (hors Prestations de services).....	8
4.2.2 Délai d'exécution des Prestations de services.....	8
4.2.3 Revue de contrat	8
4.3 DEPLACEMENTS ET SURVEILLANCE EN USINE	9
4.4 EXAMEN DU VEHICULE TETE DE SERIE EN USINE.....	9
4.5 CONVOYAGE DES BIENS	10
4.6 MODALITES DE LIVRAISON	10
4.7 VERIFICATION ET ADMISSION DES BIENS.....	10
4.7.1 Vérification des Biens	10
4.7.2 Admission, ajournement, réfaction ou rejet des Biens.....	10

4.8 TRANSFERT DE PROPRIETE DES BIENS	11
4.9 CERTIFICAT DE VENTE POUR PREMIERE IMMATRICULATION DES VEHICULES	11
4.10 INGREDIENTS ET PLAN DE MAINTENANCE	11
4.11 FORMATION DU PERSONNEL	12
4.12 OBLIGATION DE RESULTAT	12
4.13 GESTION D'UNE PANNE IMMOBILISANTE	13
4.13.1 Définition de la panne immobilisante.....	13
4.13.2 Modalités de déclaration de la panne immobilisante	13
4.13.3 Délai d'intervention du Titulaire	13
4.13.4 Modalités d'intervention du Titulaire.....	13
4.13.5 Fin de l'immobilisation.....	13
ARTICLE 5 - GARANTIES	13
5.1 CONTENU DES GARANTIES.....	14
5.2 DUREE DES GARANTIES	14
5.3 EXCLUSION DE LA GARANTIE.....	14
5.4 PIECES DEFECTUEUSES	15
ARTICLE 6 – NATURE ET CONTENU DES PRIX.....	15
6.1 NATURE ET CONTENU DES PRIX.....	15
6.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX.....	15
6.3 REMISES.....	16
ARTICLE 7 - MODALITES DE PAIEMENT	16
7.1 PRESENTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	16
7.2 CONDITIONS DE PAIEMENT	17
7.3 RETENUE DE GARANTIE	17
7.4 AVANCE	17
7.5 ACOMPTES	18

ARTICLE 8 – PENALITES.....	18
8.1 MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES.....	18
8.2 PENALITES DE RETARD	18
8.3 PENALITES POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	18
8.4 PENALITES POUR IMMOBILISATION.....	19
8.4.1 Mise en œuvre des pénalités d'immobilisation	19
8.4.2 Calcul de la durée d'immobilisation	19
8.4.3 Modalités d'application des pénalités d'immobilisation.....	19
8.5 PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DU DELAI D'INTERVENTION A LA SUITE D'UNE PANNE IMMOBILISANTE	19
8.6 PENALITES EN CAS DE NOUVEL AJOURNEMENT A LA SUITE DU DEUXIEME CONTROLE DE CONFORMITE TECHNIQUE DU VEHICULE	20
ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE SUBSEQUENT	20
ARTICLE 10 – CLAUSES DE REEXAMEN.....	21
ARTICLE 11 - OBLIGATION DE CONSEIL DU TITULAIRE	21
ARTICLE 12 - COMMUNICATION.....	21
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE.....	21
ARTICLE 14 - ASSURANCES	22
ARTICLE 15 – NON-APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE	22
ARTICLE 16 - INCIDENCES EN CAS D'INVALIDITE, INOPPOSABILITE, INEFFICACITE OU IMPOSSIBILITE DE METTRE ŒUVRE UNE STIPULATION DU MARCHE SUBSEQUENT.....	22
ARTICLE 17 - DISPOSITIONS APPLICABLES	22
ARTICLE 18 - CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE.....	23
ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG – FCS.....	23

PREAMBULE

AGIR Transport, sous la dénomination commerciale de Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) a conclu un accord-cadre pour l'acquisition de véhicules neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et interurbain de voyageurs.

Les « Biens » désignent les véhicules neufs de différentes catégories, les matériels accessoires et les Prestations de services (hors garanties et pénalités) dont les prescriptions sont définies dans le présent marché subséquent.

L'acquisition des Biens est destinée aux Bénéficiaires de la CATP, en leur qualité de Pouvoir adjudicateur telle que définie à l'article L. 1211-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

En application de l'article 12 du Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) de l'accord-cadre (n°2022-02), il est prévu que, lors de la survenance du besoin de ses Bénéficiaires, la CATP procède à la passation de marchés passés sur la base de cet accord-cadre, appelés « marchés subséquents ».

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE SUBSEQUENT

1.1 Objet du marché subséquent

Le présent marché subséquent n°2022-02-19 est un marché à bons de commande qui a pour objet l'acquisition de minibus TPMR et de matériels accessoires relevant du lot n°2 « Minibus TPMR L3H2 » de l'accord-cadre.

Les Biens sont destinés à la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Le marché est attribué à un seul Titulaire qui bénéficie d'une exclusivité de commandes dans les conditions et le cadre du présent marché subséquent.

Il s'agit d'un marché à bons de commande pour l'acquisition de véhicules et de matériels accessoires dont les quantités estimatives sont les suivantes :

Années	Quantités estimatives de véhicules (sans engagement contractuel)
2023	7

Le présent marché subséquent est conclu sans montant minimum et un montant maximum de 1 520 148,76 € HT pour la durée du marché.

1.2 Prise d'effet et durée du marché subséquent

1.2.1. Rappel de la durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre a été conclu pour une durée ferme de deux ans à compter de sa date de notification au Titulaire. Il est reconductible tacitement 2 fois pour une durée d'un an.

1.2.2. Prise d'effet et durée du marché subséquent

Le marché subséquent prend effet à compter de sa notification au Titulaire.

Il peut être reconduit chaque année dans la limite de validité de l'accord-cadre. Sa durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre, dans le respect des règles de la commande publique.

Il prend fin à la fin de l'exécution du dernier bon de commande émis sur son fondement. La fin d'exécution d'un bon de commande est définie par l'admission du dernier Bien figurant au bon de commande.

A l'expiration du marché subséquent, les garanties contractuelles prévues à l'article 5 et l'application des pénalités de l'article 8 du présent CCAP continuent de s'appliquer jusqu'à leurs fins respectives telles que définies dans le présent CCAP.

1.2.3. Hypothèse de non-reconduction du marché subséquent

Dans le cas d'une non-reconduction du marché subséquent, la CATP notifie au Titulaire sa décision de non-reconduction au plus tard 2 mois avant son échéance correspondant à la date d'anniversaire de la notification du marché subséquent.

Dans ce cas, l'exclusivité accordée au Titulaire prend fin à la date de prise d'effet de la non-reconduction du marché subséquent.

Le Titulaire demeure tenu d'exécuter les bons de commande qui auraient été émis avant la prise d'effet de la non-reconduction du marché subséquent. Il est également tenu d'appliquer les garanties contractuelles prévues à l'article 5 et les pénalités de l'article 8 du présent CCAP.

ARTICLE 2 - PARTIES AU MARCHE SUBSEQUENT

2.1 La CATP

La « CATP » est la personne morale chargée de la procédure de passation du marché subséquent en application de l'article L. 2113-2 1° du CCP. Cette procédure débute par l'envoi du Dossier de Consultation des Entreprises (ou DCE) au Titulaire de l'accord-cadre et se termine à la notification par la CATP, du marché subséquent.

Après la notification du marché subséquent, la CATP reste chargée de l'exécution du marché subséquent, s'agissant, pour chaque bon de commande, de leur notification au Titulaire et de leur exécution jusqu'à la notification au Titulaire du procès-verbal d'admission relatif au dernier des Biens acquis par le Bénéficiaire.

La CATP n'est en revanche pas l'interlocuteur du Titulaire en ce qui concerne la période commençant après l'admission des Biens et courant jusqu'à la fin d'application des garanties et des pénalités qui leur sont attachées dans le cadre du marché subséquent (excepté le cas des retenues de garantie prévue par l'article 7.3 du CCAP pour lesquelles la CATP est chargée de leur exécution).

2.2 Le Bénéficiaire

Le « Bénéficiaire » de la CATP est la personne morale pour laquelle la CATP a conclu le présent marché subséquent. Il est destinataire des Biens, des pénalités et des garanties faisant l'objet du marché.

Le Bénéficiaire est l'interlocuteur du Titulaire, pour la période débutant après l'admission de chaque Bien. En particulier, il revient au Bénéficiaire d'appliquer les clauses relatives aux garanties et, le cas échéant, aux pénalités (NB : les pénalités de retard et les pénalités liées à l'ajournement des Biens ne sont applicables qu'avant l'admission des Biens. En conséquence, il revient à la CATP de les appliquer). A cet égard, le Bénéficiaire peut être assisté par la CATP, en accord avec cette dernière. Dans ce cas, la CATP en informe sans délai le Titulaire.

Le Bénéficiaire peut également demander à l'Exploitant chargé des services de transport public de le représenter. Dans ce cas, le Bénéficiaire en informe sans délai le Titulaire.

L'« Exploitant » désigne la personne morale chargée de l'exploitation des services de transport public pour lesquels les Biens sont commandés dans le cadre du présent marché subséquent. Il représente le Bénéficiaire et n'est pas partie au marché. L'Exploitant n'intervient, dans le cadre du présent marché subséquent, que dans les cas limitativement prévus par le marché et à condition que le Bénéficiaire de la CATP lui ait demandé de le représenter.

2.3 Le Titulaire

Le « Titulaire » désigne la personne morale attributaire du marché subséquent chargé de livrer les Biens.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE SUBSEQUENT

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché subséquent sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement du marché subséquent et ses éventuelles annexes ;
- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre relatif au lot visé par le marché subséquent ;
- Le CCAP du marché subséquent ;
- Le CCAP de l'accord-cadre ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et Financières (CCTPF) du marché subséquent et ses éventuelles annexes dont :
 - o Annexe n° 1 : Mémoire technique
 - o Annexe n°2 : Livraison ;
- Le CCTPF de l'accord-cadre relatif au lot visé par le marché subséquent et son annexe :
 - o Annexe n° 1 : Illustrations ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021.

Le CCAG-FCS, bien que non joint, est réputé connu du Titulaire.

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE SUBSEQUENT

4.1 Émission des bons de commande

La CATP peut émettre des bons de commande à compter de la notification du marché subséquent jusqu'à la fin de l'accord-cadre, sous réserve que le marché n'ait pas pris fin.

Les bons de commande doivent préciser *a minima* :

- la désignation et description des Biens ;
- le nombre d'unité(s) commandée(s) pour chaque Bien ;
- le délai de livraison des Biens ;

- les prix unitaires HT et TTC ;
- le montant total de la TVA ;
- le montant total HT et TTC de la commande ;
- le montant de la remise appliquée, le cas échéant.

Ils sont obligatoirement signés par une personne habilitée à engager la CATP. Une prestation effectuée ou un produit livré sur la base d'un bon de commande signé par une personne non habilitée n'est en aucun cas facturé, ni réglé.

4.2 Modalités d'exécution du bon de commande

4.2.1 Délai de livraison des Biens (hors Prestations de services)

Le délai de livraison de chaque Bien est celui indiqué dans le CCTPF du marché subséquent. Il court à compter de la notification du bon de commande au Titulaire et s'achève à la date d'admission de chaque Bien figurant sur le bon de commande.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une fermeture usine ou de tout autre aléa autre que la force majeure pour allonger le délai contractuel sur lequel il s'est engagé.

En cas de dépassement du délai contractuel, les pénalités prévues à l'article 8.2 du présent CCAP sont encourues.

En tout état de cause, le Titulaire informe la CATP et le Bénéficiaire de la date prévisionnelle de livraison de chaque Bien au moins un (1) mois avant la date d'admission indiquée dans le bon de commande.

4.2.2 Délai d'exécution des Prestations de services

Le délai d'exécution de chaque Prestation de service est celui indiqué dans le CCTPF du marché subséquent.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une fermeture usine ou de tout autre aléa autre que la force majeure pour allonger le délai contractuel sur lequel il s'est engagé.

En cas de dépassement du délai contractuel, les pénalités prévues à l'article 8.2 du présent CCAP sont encourues.

4.2.3 Revue de contrat

Une réunion de revue de contrat à laquelle participent des représentants du Titulaire, du Bénéficiaire et de la CATP le cas échéant, est organisée, dans les plus brefs délais, suivant la notification du bon de commande, sur proposition du Titulaire.

Au-delà du premier bon de commande, la CATP se réserve la possibilité de procéder à la réunion de revue de contrat avant la notification du bon de commande au Titulaire.

Cette réunion fait l'objet d'un procès-verbal établi par le Titulaire qui le soumet pour approbation à la CATP et au Bénéficiaire, dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au plus tard 10 jours calendaires après la réunion.

La trame du procès-verbal de revue de contrat doit correspondre à celle du CCTPF notifié au Titulaire.

Les échantillons de couleur, de tissus et les différents plans d'implantation (barres, sièges...) sont communiqués au Bénéficiaire pour validation. Il communique son accord à la CATP qui en informe le Titulaire.

Une fois le procès-verbal de revue de contrat approuvé par les Parties, il est notifié par la CATP au Bénéficiaire et au Titulaire et devient, à compter de sa notification au Titulaire, une pièce contractuelle intégrée par voie d'avenant au marché subséquent.

4.3 Déplacements et surveillance en usine

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 22.5 ainsi qu'à celui de l'article 27.2.1 du CCAG-FCS, le Titulaire prend à sa charge les frais de déplacement de la CATP, du Bénéficiaire et/ou de l'Exploitant le cas échéant, et ce dans la limite de 4 personnes en même temps :

- pour les réunions de préparation à la bonne exécution du marché subséquent, de réception et de vérification des Biens ou toute autre réunion réalisée dans des locaux ou usines du Titulaire ou de ses sous-traitants, situés en dehors des locaux du Bénéficiaire ou de l'Exploitant le cas échéant ;
- pour les réunions organisées pour remédier à une mauvaise exécution du marché subséquent ou au non-respect de ses engagements contractuels, que cette réunion se déroule dans les locaux du Titulaire ou dans tout autre lieu.

La CATP, le Bénéficiaire et/ou l'Exploitant le cas échéant peut/peuvent se déplacer pour une surveillance en usine en vue de contrôler les différentes opérations liées à l'exécution du marché subséquent conformément à l'article 22 du CCAG-FCS et sous réserve de la dérogation au CCAG prévue ci-dessus.

4.4 Examen du véhicule tête de série en usine

Le Titulaire s'engage à permettre l'examen en usine d'un véhicule tête de série le plus tôt possible pour effectuer les mises au point techniques nécessaires. Cet examen doit être planifié en accord avec la CATP et le Bénéficiaire.

Les mises au point peuvent porter, notamment, sur le « design », l'aménagement du poste de conduite, les accès, les implantations des sièges, le cheminement des faisceaux et leur bon maintien, la bonne prédisposition des matériels embarqués telle que prévue dans le marché, la position et l'intégration des matériels embarqués fournis et posés par le Titulaire et la maintenabilité du véhicule.

Les retouches demandées par la CATP et/ou le Bénéficiaire et/ou l'Exploitant à cette occasion font l'objet d'un compte-rendu, le « Suivi des modifications de la tête de série en usine du bon de commande n°XX ». La trame de ce compte-rendu doit correspondre à celle du CCTPF notifiée au Titulaire.

Le compte-rendu doit être envoyé dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au plus tard 7 jours calendaires après la réunion. La CATP se réserve la possibilité de compléter ce compte-rendu.

Dans le cas où il s'agit de retouches liées à la non-conformité du véhicule au marché subséquent, le Titulaire ne peut se prévaloir ni d'un délai supplémentaire, ni d'un supplément de prix.

4.5 Convoyage des Biens

Le convoyage des Biens est effectué sous l'entière responsabilité du Titulaire, à ses risques et périls, jusqu'à leur livraison. Il s'engage au respect des normes homologuées en vigueur régissant sa profession.

Le Titulaire renonce par avance à tout recours contre la CATP, le Bénéficiaire ou l'Exploitant pour les dommages de quelque nature qu'ils soient qui pourraient atteindre les Biens jusqu'à leur admission.

Le Titulaire prend à sa charge tous les frais de convoyage des Biens.

4.6 Modalités de livraison

La livraison des Biens est réalisée auprès du Bénéficiaire ou de l'Exploitant le cas échéant.

Un bon de livraison est délivré au Bénéficiaire ou l'Exploitant.

Lorsque la livraison des Biens intervient postérieurement à leur admission, le bon de livraison doit préciser que les véhicules livrés demeurent conformes au contrôle réalisé lors de l'admission. Ce document est signé par le Titulaire et le Bénéficiaire ou l'Exploitant.

Le Titulaire doit communiquer une copie du bon de livraison à la CATP sans délai.

La CATP n'est pas tenue de régler, avant l'échéance du délai stipulé dans le CCTPF, une livraison anticipée et non sollicitée par elle ou le Bénéficiaire.

4.7 Vérification et admission des Biens

4.7.1 Vérification des Biens

Les articles 27 et suivants du CCAG-FCS relatifs aux opérations de vérification sont applicables.

Le cas échéant, à la demande de la CATP et du Bénéficiaire, il peut être demandé au Titulaire de procéder à des essais routiers avant la livraison sur un parcours d'environ 50 kilomètres. En cas de dysfonctionnement, il doit être corrigé par le Titulaire avant le contrôle de conformité technique.

Lorsque les Biens quittent l'usine, le Titulaire doit en informer la CATP et le Bénéficiaire sans délai. De la même façon, il doit informer la CATP et le Bénéficiaire, sans délai, de l'arrivée des Biens chez le concessionnaire du Titulaire, chez le Bénéficiaire ou l'Exploitant s'il y a lieu.

4.7.2 Admission, ajournement, réfaction ou rejet des Biens

Chaque Bien fait l'objet d'un contrôle de conformité technique par la CATP, le Bénéficiaire ou l'Exploitant, chez le concessionnaire du Titulaire, le Bénéficiaire ou l'Exploitant.

Le contrôle de conformité technique permet de vérifier la conformité des Biens par rapport aux pièces contractuelles du marché (bon de commande, compte-rendu de revue de contrat, compte-rendu de réception) correspondant.

Le Titulaire s'engage à informer la CATP et le Bénéficiaire de la disponibilité des Biens pour ce contrôle dès que possible et à les convoquer pour :

- S'assurer de sa disponibilité,
- L'informer du nombre de Biens à contrôler,
- Lui communiquer les coordonnées du lieu du contrôle.

Pour tout retard d'admission imputable au Titulaire, les pénalités de l'article 8.2 du CCAP sont encourues.

A l'issue de ce contrôle, la CATP transmet au Titulaire le procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des Biens dans le meilleur délai.

Si un Bien n'est pas conforme, la CATP rédige et notifie au Titulaire le procès-verbal de contrôle de conformité technique. Le Titulaire doit reprendre les Biens non conformes. Ces derniers font l'objet d'une décision d'ajournement par la CATP. Un nouveau contrôle est alors organisé dans les mêmes conditions que le précédent.

La CATP ou le Bénéficiaire se réserve le droit d'ajourner automatiquement un Bien sans avoir effectué l'intégralité du contrôle prévu au-delà de 20 points relevés.

L'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des Biens est effectué par la CATP, conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

En cas d'ajournement répété, la CATP se réserve la possibilité d'appliquer la pénalité de l'article 8.6 du présent CCAP.

4.8 Transfert de propriété des Biens

Le transfert de la propriété des Biens intervient à leur admission au profit de la CATP.

Dans le cadre de son activité d'achat centralisée prévue par l'article L. 2113-2 1° du CCP, la CATP transfère sans délai la propriété des Biens au Bénéficiaire.

4.9 Certificat de vente pour première immatriculation des véhicules

Les formalités et coûts nécessaires à l'immatriculation des véhicules sont à la charge du Titulaire.

Il incombe au Titulaire de procéder à l'établissement des cartes grises des véhicules. L'immatriculation est établie au nom du Bénéficiaire, destinataire des véhicules.

4.10 Ingrédients et plan de maintenance

Le Titulaire fournit lors de la livraison, avec chaque Bien et sans supplément de prix, une notice en langue française permettant l'utilisation et l'entretien du matériel et accessoires, un carnet d'entretien, la liste des distributeurs, agents et réparateurs agréés, qui peuvent assurer la garantie et/ou l'entretien et un numéro d'assistance.

La liste des ingrédients homologués (huiles moteur, huiles boîte de vitesses, huiles de pont, huiles de direction, huiles du ventilateur hydrostatique, liquides de refroidissement, graisses pour organes mécaniques) par le Titulaire pour le Bien doit être communiquée

systématiquement, sans demande préalable, au Bénéficiaire et à l'Exploitant le cas échéant, à la livraison du Bien et à chaque fois qu'elle est mise à jour.

En cas de manquement à ces obligations, la pénalité prévue à l'article 8.3 du présent CCAP est encourue.

Si le Titulaire ne communique pas ces documents au Bénéficiaire et à l'Exploitant le cas échéant, ces derniers doivent entretenir les Biens conformément aux pratiques du métier. Si, en l'absence de ces documents, les Biens subissent un dommage en raison d'un défaut de maintenance qui aurait dû être préconisé par le Titulaire, le Bénéficiaire ou l'Exploitant ne pourraient être, en aucun cas, tenus responsables/fautifs des dommages causés aux Biens. Le Titulaire est tenu responsable des dommages et doit tout mettre en œuvre pour procéder à leur réparation dans les meilleurs délais. Le cas échéant, les pénalités de l'article 8.4 sont encourues.

4.11 Formation du personnel

Si elles sont commandées par le Bénéficiaire, les formations du personnel sont celles précisées dans le CCTPF du marché subséquent.

Sauf engagement différent dans le CCTPF, le Titulaire s'engage à procéder aux formations dans un délai de trois mois maximums suivant la livraison du premier véhicule du bon de commande concerné.

Pour assurer les formations, le Titulaire met à disposition du Bénéficiaire ou de l'Exploitant, un formateur qualifié capable de donner tant au personnel de conduite qu'à celui de la maintenance, la formation nécessaire pour une parfaite connaissance et une bonne utilisation du matériel livré.

4.12 Obligation de résultat

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat concernant l'exécution des prestations et la livraison des Biens. Les Biens livrés doivent donner entière satisfaction qualitative, quantitative et de sécurité au Bénéficiaire et à la CATP.

Si après son admission, un Bien ne donne pas entière satisfaction conformément aux obligations qui incombent au Titulaire dans le cadre du présent marché subséquent, il doit en assurer la mise en conformité à ses frais, et sans débours supplémentaire pour la CATP, le Bénéficiaire ou l'Exploitant, dans les plus brefs délais et en tout état de cause, dans un délai d'un mois après mise en demeure.

Si la non-conformité des Biens a pour effet l'impossibilité de les utiliser conformément aux prescriptions contractuelles, les pénalités de l'article 8.4 du présent CCAP sont encourues.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à communiquer, dans les meilleurs délais, à la CATP et au Bénéficiaire, les informations relatives aux campagnes de rappel qu'elles soient sécuritaires ou non sécuritaires. En cas de manquement à cette obligation, la pénalité prévue à l'article 8.3 du présent CCAP est encourue.

Le Titulaire répond de toutes les pertes, préjudices ou dommages résultants de sa responsabilité et ce nonobstant toute clause contraire limitative ou exonératoire.

4.13 Gestion d'une panne immobilisante

4.13.1 Définition de la panne immobilisante

Une panne est considérée comme immobilisante lorsque le véhicule n'est pas en mesure d'effectuer son service régulier. Par exemple, un défaut de porte est considéré comme une panne immobilisante. Si l'immobilisation est imputable au véhicule de base, la pénalité ne sera pas due.

4.13.2 Modalités de déclaration de la panne immobilisante

La date et l'heure du début d'immobilisation font l'objet d'une déclaration écrite par le Bénéficiaire ou l'Exploitant le cas échéant, au Titulaire et à son concessionnaire, le cas échéant.

Le début de l'immobilisation court à compter de :

- l'envoi de la déclaration de la panne par le Bénéficiaire ou l'Exploitant, si elle a lieu pendant les heures d'ouverture du concessionnaire ;
- la première heure d'ouverture du concessionnaire, si l'envoi de la déclaration de la panne a lieu hors période d'ouverture du concessionnaire.

4.13.3 Délai d'intervention du Titulaire

Dans le cadre d'une intervention à la suite d'une panne immobilisante du véhicule ou des matériels accessoires, et à défaut d'engagement plus favorable de sa part dans le CCTPF, si le Titulaire ne respecte pas un délai d'intervention contractuel de 24h00, alors il s'expose à une pénalité forfaitaire dont les modalités sont prévues à l'article 8.5 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS, ce délai débute à compter de la déclaration de l'immobilisation, telle que définie à l'article 4.13.2 ci-dessus.

L'intervention du Titulaire est définie comme suit :

- Soit par le remorquage du véhicule par le Titulaire si le remorquage est contractuellement prévu ou demandé par le Bénéficiaire ou son l'Exploitant ;
- Soit par l'émission de l'ordre de réparation au Bénéficiaire ou l'Exploitant.

4.13.4 Modalités d'intervention du Titulaire

Les réparations sont assurées par le Titulaire ou par un réparateur agréé par le Titulaire, soit sur les lieux d'utilisation du véhicule dont le fonctionnement défectueux a été signalé par le Bénéficiaire ou l'Exploitant, soit dans les locaux qu'il désigne.

4.13.5 Fin de l'immobilisation

Le Titulaire peut déclarer la fin de l'immobilisation lorsque la panne immobilisante est réparée.

La date et l'heure de fin d'immobilisation sont communiquées par écrit par le Titulaire au Bénéficiaire et à l'Exploitant le cas échéant, après remise en état du véhicule par le Titulaire ou son concessionnaire, le cas échéant.

ARTICLE 5 - GARANTIES

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les garanties applicables aux Biens prévus par le marché subséquent sont celles fixées dans le CCTPF du marché subséquent.

Les prix des garanties sont contractuellement prévus dans le CCTPF du marché subséquent.

L'ensemble des garanties contractuelles est attaché aux Biens.

5.1 Contenu des garanties

Outre la garantie légale prévue par le code civil (article 1641 et suivants), les Biens faisant l'objet du marché subséquent sont garantis contre tout défaut, quelle qu'en soit la nature et toute non-conformité, dans les conditions ci-après.

Au titre de ces garanties, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie du matériel qui serait reconnue défectueuse. Les garanties couvrent tous les frais occasionnés par cette remise en état ou réparation y compris le coût des pièces, de la main d'œuvre, du transport des pièces ou des frais de déplacement si nécessaire du Bénéficiaire ou de son Exploitant pour vérifications.

5.2 Durée des garanties

Les durées de garanties de chaque Bien, prévues par le marché subséquent sont indiquées dans le CCTPF du marché subséquent.

L'ensemble des garanties contractuelles commence à courir à compter de la date d'admission de chaque Bien. La CATP communique le procès-verbal d'admission des Biens au Titulaire dans les meilleurs délais.

La garantie prend fin au premier des deux termes atteint entre la durée de la garantie et le nombre de kilomètres, le cas échéant.

L'expiration du marché subséquent n'a pas pour effet de mettre fin aux garanties : elles s'appliquent jusqu'à leurs termes, nonobstant la fin du marché subséquent.

Si, à l'expiration d'une des garanties, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, la garantie des Biens concernée est prolongée jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

5.3 Exclusion de la garantie

La garantie ne couvre pas :

- l'usure normale des pièces de consommation ou d'entretien courant (tels que : les pneumatiques, les ampoules, les balais d'essuie-glace, les filtres, les plaquettes de freins...) ;
- la fourniture des ingrédients ;
- les opérations de maintenance et d'entretien courant des Biens.

Les garanties définies ci-dessus ne s'appliquent pas si le Titulaire démontre, par écrit et de manière détaillée, que le dommage résulte de l'une de ces causes :

- un dommage a été causé au matériel par la CATP, le Bénéficiaire, l'Exploitant ou par une cause extérieure à ces derniers et au Titulaire ;
- en cas d'événement de force majeure ;

- la CATP, le Bénéficiaire ou l'Exploitant a réalisé une modification du matériel, si le Titulaire prouve que cette modification est à l'origine du dommage ou de la défaillance du matériel ;
- des réparations défectueuses ou non conformes aux prescriptions du constructeur ont été effectuées par la CATP, le Bénéficiaire, l'Exploitant ou par un tiers ;
- si le matériel n'est pas entretenu conformément aux prescriptions fournies par le Titulaire lors de la livraison des Biens.

En complément le Titulaire doit communiquer une liste exhaustive des pièces de rechange couvertes par la garantie. Toute pièce non présente dans cette liste doit pouvoir être commandée et changée par le Bénéficiaire sans passer par le Titulaire ou l'un de ses concessionnaires et sans que la garantie du véhicule ne puisse être remise en cause. Cette liste de pièces doit être envoyée à la CATP et au Bénéficiaire dans un délai de trois mois à la suite de la réception des véhicules.

5.4 Pièces défectueuses

Les pièces défectueuses remplacées par le Titulaire deviennent la propriété de ce dernier.

La CATP, le Bénéficiaire ou l'Exploitant ne sauraient dès lors être tenus responsables des dommages dont elles seraient à l'origine.

ARTICLE 6 – NATURE ET CONTENU DES PRIX

6.1 Nature et contenu des prix

Les prix appliqués pour établir les bons de commande sont ceux indiqués au CCTPF du marché subséquent.

Le Titulaire est réputé s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à l'établissement des prix et des conditions particulières liées à l'exécution du présent marché subséquent.

➤ Commandes en France métropolitaine

Les prix du CCTPF sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.2 Modalités de révision des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix mentionnés dans le CCTPF du marché subséquent sont révisables.

Ils sont révisables chaque année au mois de la remise des offres initiales, soit le mois de février.

La révision des prix est calculée selon la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} [0,15 + (0,85 \times (I_n / I_{n-1}))]$$

Dans laquelle :

- P_n : prix révisé, « n » correspond au mois de révision des prix » ;
- P_{n-1} : Prix de l'année $n-1$;
- I_n : Moyenne des 12 derniers indices réels connus à compter du mois n ;
- I_{n-1} : Valeur de l'indice de référence au mois de remise des offres finales de l'année $n-1$

L'indice de référence I publié par l'INSEE est l'« *Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels - CPF 29.10 - Autobus et autocars - Base 2015 – Données mensuelles brutes - Identifiant 010535349* ».

Le Titulaire doit envoyer chaque année, à compter du mois de révision, ses prix révisés (sous format Excel) à la CATP ainsi que les informations nécessaires au contrôle du calcul. Sans envoi des nouveaux prix de la part du Titulaire, dans un délai de six mois suivant le mois de révision des prix du marché subséquent les prix de l'année $n-1$ restent en vigueur. Le cas échéant, la CATP se laisse également la possibilité de procéder à la révision des prix.

Clause butoir : en tout état de cause, l'augmentation ou la diminution des prix après révision ne peut pas dépasser 1.5% des conditions tarifaires contractuelles de l'année $n-1$.

En cas de disparition de l'indice, les parties se mettent d'accord pour le modifier par avenant. Le nouvel indice doit être équivalent à celui qu'il remplace et ne peut avoir pour effet de modifier les conditions de la mise en concurrence initiale.

6.3 Remises

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, en cours d'exécution du marché subséquent, les prix du CCTPF peuvent faire l'objet d'une remise proposée par le Titulaire à condition que cette dernière conduise à des prix inférieurs à ceux résultant de l'application du marché subséquent.

Dans ce cas, le Titulaire adresse les prix remisés par courrier ou par mail à la CATP qui les transmet au Bénéficiaire sans délai. Les remises sont précisées dans le bon de commande émis au Titulaire et les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au(x) tarif(s) remisé(s).

Le Titulaire donne toutes précisions utiles, notamment la désignation des fournitures ou prestations concernées, les conditions d'application et la durée de validité de la remise.

A l'expiration de la remise, les prix du marché subséquent sont ceux en vigueur avant l'offre remisée.

ARTICLE 7 - MODALITES DE PAIEMENT

7.1 Présentation de la demande de paiement

La demande de paiement fait l'objet d'une facture comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom, n° Siret et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Les références du marché subséquent ;

- Le numéro du bon de commande correspondant ;
- La date d'admission du/de Bien(s) ;
- La désignation du/des Bien(s) et le numéro de châssis pour les véhicules ;
- Les quantités livrées ;
- Le prix unitaire du Bien HT et TTC ;
- Le montant total du/des Bien(s) livré(s) HT et TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant de la remise appliquée, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS le montant du règlement correspond au montant indiqué lors de la notification du bon de commande.

Après l'admission du/des Bien(s) et l'émission du procès-verbal afférent par la CATP, le Titulaire adresse ses factures à l'adresse suivante :

Centrale d'Achat du Transport Public
8 Villa de Lourcine
75014 PARIS

7.2 Conditions de paiement

Le paiement des factures est effectué exclusivement en euros par virement dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Il peut être fait déduction des éventuelles pénalités de retard et compensation avec toutes sommes dues par le Titulaire.

Le dépassement des délais de paiement fait courir des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

En outre, il est versé au Titulaire une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, dans le cas où les sommes dues sont payées après la date de règlement fixée.

7.3 Retenue de garantie

La CATP se laisse la possibilité de demander une retenue de garantie au Titulaire dans les conditions des articles R. 2191-32 du CCP.

7.4 Avance

Lorsque les conditions de l'article R. 2191-3 du CCP sont satisfaites, le Titulaire peut demander le versement d'une avance égale à 30% du montant de la commande correspondante.

7.5 Acomptes

Les articles L. 2191-4 et R. 2191-20 et suivants du Code de la commande publique relatifs aux acomptes sont applicables.

ARTICLE 8 – PENALITES

8.1 Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

Les pénalités du présent marché subséquent s'appliquent sans mise en demeure préalable du Titulaire.

8.2 Pénalités de retard

Les pénalités prévues par l'article 14.1 du CCAG-FCS sont applicables.

Elles sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

8.3 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

La CATP se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € HT pour les manquements aux obligations contractuelles précisés dans le marché subséquent.

La pénalité s'applique pour chaque manquement, en une seule fois, après constatation d'un manquement imputable au Titulaire pendant la période de garantie.

Le Titulaire doit verser cette pénalité directement au Bénéficiaire.

8.4 Pénalités pour immobilisation

8.4.1 Mise en œuvre des pénalités d'immobilisation

Les modalités relatives à l'immobilisation d'un véhicule sont fixées à l'article 4.13 du présent CCAP.

Les pénalités s'appliquent pour chaque véhicule immobilisé en raison d'une défaillance qui est prise en charge par la garantie (extensions comprises le cas échéant) à la date de début d'immobilisation.

Pour chaque véhicule, si le délai d'immobilisation est supérieur au nombre de jours calendaires pour lequel le Titulaire s'engage, il encourt une pénalité de 200 € HT par jour d'immobilisation supplémentaire.

Le remorquage du véhicule en panne, s'il est nécessaire, s'effectue aux frais et risques du Titulaire. Le convoyage du véhicule réparé est réalisé par le Bénéficiaire ou son Exploitant.

8.4.2 Calcul de la durée d'immobilisation

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS, pour chaque véhicule, la durée d'immobilisation est établie sur la base des dates et des heures enregistrées à compter de la déclaration de la panne immobilisante jusqu'à la déclaration par le Titulaire de la fin de l'immobilisation.

Une journée d'immobilisation correspond à 24h00. Durant une immobilisation chaque heure est comptabilisée.

En cas d'immobilisation d'un véhicule pendant la période de garantie sur laquelle le titulaire s'est engagé, si l'immobilisation du véhicule excède 4 jours calendaires (96 heures) en raison d'un aménagement du titulaire, le Titulaire sera tenu de verser à l'Adhérent, acquéreur, une pénalité par jour calendaire et par véhicule immobilisé.

En cas de dépassement de ce nombre de jours, le Bénéficiaire se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités d'immobilisation prévues dans le présent article.

Les temps d'attente dus au délai d'approvisionnement des pièces de rechange et au temps de réparation rentrent en compte dans le calcul des jours d'immobilisation.

La validation du rapport des réparations réalisées remis par le Titulaire ou son concessionnaire au Bénéficiaire et à l'Exploitant le cas échéant, ne rentre pas en compte dans la durée d'immobilisation.

8.4.3 Modalités d'application des pénalités d'immobilisation

Les pénalités d'immobilisation sont appliquées directement par le Bénéficiaire. Sur demande du Bénéficiaire, la CATP se réserve le droit d'exiger les pénalités d'immobilisation au bénéfice du Bénéficiaire.

Le Titulaire doit verser cette pénalité directement au Bénéficiaire.

8.5 Pénalité en cas de non-respect du délai d'intervention à la suite d'une panne immobilisante

A la suite d'une panne immobilisante, en cas de non-respect du délai contractuel d'intervention par le Titulaire, il s'expose à une pénalité forfaitaire de 300 euros HT.

Cette pénalité est appliquée directement par le Bénéficiaire pendant une durée de 6 ans à compter de l'admission du véhicule.

8.6 Pénalités en cas de nouvel ajournement à la suite du deuxième contrôle de conformité technique du véhicule

A l'issue du contrôle de conformité technique du véhicule conformément à l'article 4.7.2 du présent CCAP, en cas de décision d'ajournement d'un véhicule, celui-ci doit faire l'objet d'un deuxième contrôle de conformité technique.

Lors de ce deuxième contrôle, si le Titulaire n'a pas effectué les modifications qui lui ont été notifiées à l'issue du contrôle de conformité technique (ou si de nouvelles non-conformités apparaissent), et qu'un contrôle supplémentaire est nécessaire, alors le véhicule est ajourné et un nouveau contrôle de conformité technique est nécessaire.

La CATP se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 500 € HT par véhicule faisant l'objet de ce troisième contrôle.

Cette pénalité s'applique pour chaque contrôle supplémentaire devant être réalisé sur le véhicule.

Le Titulaire doit verser cette pénalité directement à la CATP.

ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE SUBSEQUENT

Outre les cas de résiliation prévus au chapitre 7 du CCAG-FCS, la CATP se réserve la possibilité de mettre fin au marché subséquent, par anticipation et sans indemnité, notamment dans les cas suivants :

- En cas de manquement(s) grave(s) et/ou de manquements répétés aux clauses administratives et/ou techniques de l'accord-cadre ou du marché subséquent par le Titulaire nonobstant l'application de pénalités éventuelles ;
- En cas d'évolution réglementaire ou technique nécessitant de passer un nouvel accord-cadre ;
- Avec l'accord écrit de l'autre partie.

La CATP procède à une mise en demeure préalable à la résiliation du marché subséquent.

En cas de résiliation aux torts du Titulaire, la CATP se réserve la possibilité de faire exécuter le marché subséquent aux frais et risques du Titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, si le Titulaire n'est plus en mesure de fournir les véhicules ou les matériels accessoires indispensables à son/leur bon fonctionnement, le marché subséquent peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire.

Enfin, en cas de décision de rejet des Biens, tel que prévu par le présent CCAP, le marché subséquent peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire et sans indemnité.

La CATP se réserve le droit de demander, le cas échéant, la réparation du préjudice subi.

ARTICLE 10 – CLAUSES DE REEXAMEN

Si, en cours d'exécution du marché subséquent, la CATP accepte que le Titulaire cède l'accord-cadre à un tiers en application de l'article 31 du CCAP de l'accord-cadre, elle en informe le Bénéficiaire dans les plus brefs délais.

Le marché subséquent est alors transféré au nouveau Titulaire qui l'exécute en son nom et pour son propre compte dans les conditions initiales du contrat.

ARTICLE 11 - OBLIGATION DE CONSEIL DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu d'une obligation de conseil et de renseignement à l'égard de la CATP et du Bénéficiaire.

A ce titre, il l'avise de toutes modifications législatives, réglementaires ou technologiques et plus généralement de tous éléments susceptibles d'affecter les conditions d'exécution du présent marché subséquent.

Le Titulaire doit vérifier les indications portées sur tous les documents qui lui sont communiqués, et signaler par écrit dans l'état actuel de la connaissance, de la technique et des règles de l'art, toutes anomalies, non-concordance et autres qui lui apparaîtraient. Il doit en outre, le cas échéant, formuler toutes propositions utiles permettant d'obtenir les meilleurs résultats possibles.

Le Titulaire est tenu d'effectuer tous les contrôles et essais nécessaires, et doit en fournir les résultats à tout moment sur simple demande.

Si le Titulaire choisit certains types de produits, de marques ou de fournisseurs, il lui appartient de vérifier la conformité de ces fournitures lorsqu'il en prend possession et de faire par écrit toute remarque ou réserve qui s'imposerait.

Le Titulaire doit attirer l'attention de la CATP et du Bénéficiaire, par écrit, sur les inconvénients qui pourraient résulter des vices ou malfaçons qui pourraient affecter ses propres produits et prestations ou ceux de ses fournisseurs.

ARTICLE 12 - COMMUNICATION

Toute opération de communication effectuée par le Titulaire impliquant la CATP ou le Bénéficiaire et relative au présent marché subséquent ne peut être réalisée qu'avec l'accord préalable et écrit de la CATP et/ou du Bénéficiaire.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à conserver confidentielles toutes les informations qu'il pourrait recueillir à l'occasion de l'exécution du présent marché subséquent.

Le personnel du Titulaire est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de la CATP et de ses Bénéficiaires.

Le Titulaire s'interdit tout usage personnel des données de base, des fichiers et des résultats des traitements, sans l'autorisation expresse de la CATP et/ou du Bénéficiaire destinataire du marché subséquent.

D'une manière générale, les documents ou informations confiés par la CATP et/ou le Bénéficiaire ainsi que les états et les documents provenant de leur traitement par le Titulaire sont traités avec la plus stricte confidentialité.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

Le Titulaire est tenu de justifier qu'il est couvert par des contrats d'assurances, à jour de primes, garantissant la CATP, le Bénéficiaire et les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par la livraison des Biens, la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

La garantie doit être suffisante pour couvrir la totalité des risques qui lui incombent dans l'exercice de sa mission ; elle doit être illimitée pour les dommages corporels.

En conséquence, il doit justifier et communiquer à la CATP et au Bénéficiaire une attestation d'assurance en cours de validité, indiquant la nature, la durée des garanties et les franchises.

ARTICLE 15 – NON-APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables à l'exécution du présent marché subséquent.

Dans le cas où le Titulaire introduirait dans les documents de la consultation du marché subséquent des clauses restrictives, même imposées par lui habituellement à sa clientèle, soit par l'utilisation d'imprimés particuliers, soit de toute autre manière, il est formellement convenu que ces clauses sont nulles et sans valeur au regard du présent marché, sauf accord exprès de la CATP.

ARTICLE 16 - INCIDENCES EN CAS D'INVALIDITE, INOPPOSABILITE, INEFFICACITE OU IMPOSSIBILITE DE METTRE ŒUVRE UNE STIPULATION DU MARCHE SUBSEQUENT

Il est convenu que l'invalidité, l'inopposabilité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre œuvre une stipulation du marché subséquent n'affecte aucunement la validité, l'opposabilité, l'efficacité et la mise en œuvre de ses autres stipulations, qui continuent de trouver application.

Toutefois, les Parties négocient de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS APPLICABLES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché subséquent sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché subséquent est l'Euro (€).


ARTICLE 18 - CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE

Au cas où des difficultés surviendraient dans l'interprétation ou dans l'exécution des clauses du marché subséquent, les parties prennent l'engagement de s'efforcer de les régler à l'amiable.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG – FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, les dérogations au CCAG-FCS sont précisées dans les articles du présent CCAP, elles ne font pas l'objet d'une liste récapitulative.

Joël DIETRICH
Directeur Général



Parc d'Activité d'Alsace Bossue
Rue de l'Industrie
F - 67300 THAL - DRULINGEN
Tél. : + 33 (0) 3 88 01 20 20
Fax : + 33 (0) 3 88 01 25 30

Caractéristiques générales du véhicule

Nom du candidat :	
Nom du véhicule :	

N°	TITRE	Précisions apportées par la CATP	Précisions apportées par le candidat	Prix HT	TVA à choisir	Prix TTC	Moins-value / Surcoût HT	TVA à choisir	Moins-value / Surcoût TTC
1- Prix et Délais de livraison									
1-100	Prix unitaire des châssis sur le véhicule de base (hors PSE)	Prix unitaire du châssis à saisir		22 765,52 €	20,00%	30 318,62 €	8 040,00 €	20,00%	9 648,00 €
	Prix unitaire de l'équipement TPMS sur le véhicule de base (hors PSE)	Prix unitaire de l'équipement TPMS à saisir		17 280,00 €	5,00%	18 230,40 €	480,00 €	5,00%	506,40 €
	Prix unitaire du véhicule de base (hors PSE)			30 045,52 €		37 549,02 €	8 530,00 €		10 154,40 €
	Prix total des PSE obligatoires touchant le châssis (hors PSE facultatives)			48 120,00 €	20,00%	57 744,00 €			
1-101	Prix total des PSE obligatoires touchant l'équipement (hors PSE facultatives)			700,00 €	5,00%	735,00 €			
1-102	Prix unitaire total du véhicule de base (comportant l'équipement des PSE obligatoires)			48 820,00 €		58 482,50 €			
1-103	Remise commerciale	Dans le cas d'une remise exceptionnelle, merci de saisir son montant en négatif		107 385,52 €		126 195,93 €			
1-110	Délai de livraison	<p>Délai de livraison maximum en semaines (PSE comprises) chez l'exploitant/bénéficiaire, à compter de la réception du bon de commande (formulaires joints et revus de contrats compris) pour la durée du marché subséquent (hors bon de commande n°1)</p> <p>Dans tous les cas, votre réponse ne doit tenir compte d'aucun éventuel délai relatif au marché.</p> <p>Concernant les prestations prévues dans le CCTP prévoyant éventuellement la fourniture par le bénéficiaire ou l'exploitant de matériel(s) livrable(s) au Titulaire, le délai limite de livraison annoncé par le candidat doit se reporter sur un report de délai de livraison supplémentaire en raison d'un aléa extérieur au marché subséquent. En cas d'un aléa externe, le candidat doit saisir le délai de livraison maximum prévu à l'item 1-113 du CCTP, la fourniture des équipements pour être allouée d'autant de semaines que le candidat propose pour la durée de l'opération.</p> <p>Les bons de commande ultérieurs concerneront jusqu'à 6 véhicules pour l'ensemble des bons de commande ultérieurs au bon de commande n°1.</p>	<p>Délai de livraison pour la durée du marché (hors bon de commande n°1)</p> <p>Délai pour 1,2 véhicules : 48 semaines + 60 semaines = 108 semaines Délai pour 3,4 véhicules : 50 semaines + 60 semaines = 110 semaines Délai pour 5,6 véhicules : 52 semaines + 60 semaines = 112 semaines</p> <p>Délai de livraison supplémentaire concerné en raison d'un aléa externe, le candidat doit saisir le délai de livraison maximum prévu à l'item 1-113 du CCTP, la fourniture des équipements pour être allouée d'autant de semaines que le candidat propose pour la durée de l'opération.</p> <p>Concernant les prestations prévues dans le CCTP prévoyant éventuellement la fourniture par le bénéficiaire ou l'exploitant de matériel(s) livrable(s) au Titulaire, le délai limite de livraison annoncé par le candidat doit se reporter sur un report de délai de livraison supplémentaire en raison d'un aléa extérieur au marché subséquent. En cas d'un aléa externe, le candidat doit saisir le délai de livraison maximum prévu à l'item 1-113 du CCTP, la fourniture des équipements pour être allouée d'autant de semaines que le candidat propose pour la durée de l'opération.</p> <p>Les bons de commande ultérieurs concerneront jusqu'à 6 véhicules pour l'ensemble des bons de commande ultérieurs au bon de commande n°1.</p>						
1-112	Délai de livraison - bon de commande n°1	<p>Délai de livraison maximum en semaines (PSE comprises) chez l'exploitant/bénéficiaire, à compter de la réception du bon de commande (formulaires joints et revus de contrats compris) dans le cadre du 1er bon de commande</p> <p>La 1er bon de commande fait l'objet de l'acquisition de 7 véhicules.</p> <p>Prix unitaire valeur meilleur délai en semaines.</p> <p>Dans tous les cas, votre réponse ne doit tenir compte d'aucun éventuel délai relatif au marché.</p> <p>Concernant les prestations prévues dans le CCTP prévoyant éventuellement la fourniture par le bénéficiaire ou l'exploitant de matériel(s) livrable(s) au Titulaire, le délai limite de livraison annoncé par le candidat doit se reporter sur un report de délai de livraison supplémentaire en raison d'un aléa extérieur au marché subséquent. En cas d'un aléa externe, le candidat doit saisir le délai de livraison maximum prévu à l'item 1-113 du CCTP, la fourniture des équipements pour être allouée d'autant de semaines que le candidat propose pour la durée de l'opération.</p> <p>Le report subséquent par le Titulaire dans le cadre de chaque bon de commande.</p>	<p>Délai de livraison pour 7 véhicules sans délai relatif au bon de commande, les bons de commande : 36 semaines (32 semaines + 4 semaines) + 36 semaines / Nature de la prestation</p> <p>Délai de livraison supplémentaire concerné en raison d'un aléa externe, le candidat doit saisir le délai de livraison maximum prévu à l'item 1-113 du CCTP, la fourniture des équipements pour être allouée d'autant de semaines que le candidat propose pour la durée de l'opération.</p> <p>Concernant les prestations prévues dans le CCTP prévoyant éventuellement la fourniture par le bénéficiaire ou l'exploitant de matériel(s) livrable(s) au Titulaire, le délai limite de livraison annoncé par le candidat doit se reporter sur un report de délai de livraison supplémentaire en raison d'un aléa extérieur au marché subséquent. En cas d'un aléa externe, le candidat doit saisir le délai de livraison maximum prévu à l'item 1-113 du CCTP, la fourniture des équipements pour être allouée d'autant de semaines que le candidat propose pour la durée de l'opération.</p> <p>Les bons de commande ultérieurs concerneront jusqu'à 6 véhicules pour l'ensemble des bons de commande ultérieurs au bon de commande n°1.</p>						

[illegible]

RÉPONSE À UN MARCHÉ SUBSEQUENT N° 2022-02-19

Octobre 2023

CATP

**8, Villa de Lourcine
75014 PARIS**

Pièces particulières du marché

Acquisition de véhicule

Accord-cadre relatif à l'acquisition de minibus TPMR
neufs de différentes catégories et de matériels
accessoires pour le transport urbain et non urbain de
voyageurs

Lot n°1 : Minibus L2H2

DIETRICH VÉHICULES

Parc d'activité d'Alsace Bossue
Rue de l'Industrie
67320 THAL-DRULINGEN

Tél : +33(0)3 88 01 20 20
Fax : +33(0)3 88 01 25 30
Mail : contact@dietrich-vehicules.fr



IMPLANTATIONS MODULIS® 30

IL SAIT TOUT FAIRE



LE PLUS DIETRICH VÉHICULES

TOUTES LES CONFIGURATIONS
SONT POSSIBLES GRÂCE
AUX RAILS LONGITUDINAUX

1 minibus, plusieurs implantations

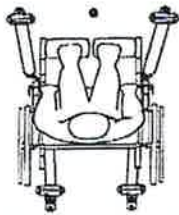


5 PLACES ET JUSQU'À 3 FAUTEUIL ROULANT

SANGLES AVANTS - ARRIÈRES

ÉTAPE 1

- FIXEZ CHAQUE CROCHET SUR LES PARTIES FIXES DU FAUTEUIL
- ASSUREZ-VOUS QUE LES SANGLES SOIENT CORRECTEMENT TENDUES
- RESPECTEZ LES ANGLES DE TENSION CONFORMEMENT AU SCHEMA 1



CEINTURE ABDOMINALE - ÉPAULIÈRE

FIXEZ LA CEINTURE ABDOMINALE-ÉPAULIÈRE SUIVANT LES RECOMMANDATIONS DU SCHEMA 2

ÉTAPE 2



TETON DE CONNEXION

BOUCLE DU PASSAGER

BOUCHON DE TENSION

LEVIER DE DÉBRAYAGE

FIXEZ SUR UNE PARTIE RIGIDE

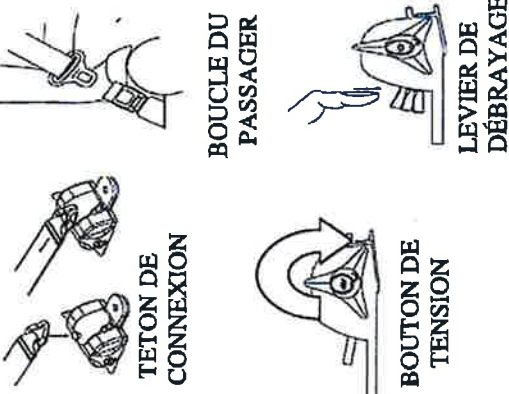
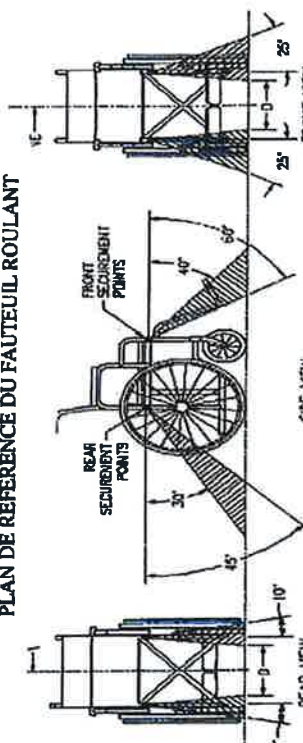


Schéma 1

PLAN DE RÉFÉRENCE DU FAUTEUIL ROULANT

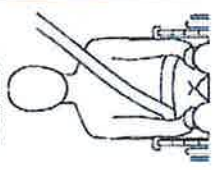


Angle le plus favorable formé par la sangle de tension et le point d'ancrage au plancher du véhicule. La stabilité latérale idéale est obtenue par D=300 mm

Schéma 2

La ceinture devrait maintenir l'ossature et se porter bas au niveau du bassin. Le point de jonction de la ceinture épaulière et la ceinture abdominale doit se situer près de la hanche du passager. Ajustez les ceintures aussi fermement que possible sans nuire au confort de l'utilisateur. Assurez-vous que les ceintures ne sont pas entortillées. Ajustez en hauteur si nécessaire.

Schéma 3



ENTRETIEN GÉNÉRAL

- Nettoyez les sangles périodiquement avec du savon doux et rincez. Avant le lavage dévissez entièrement les sangles puis veillez à ce que l'eau ne pénètre dans le boîtier du rétracteur et ne vienne en altérer le mécanisme. Évitez tout contact avec les produits lubrifiant, de l'huile ou l'acide de batterie.
- Les sangles et les accessoires doivent être inspectés, nettoyés régulièrement.
- Toute sangle effilochée, souillée et endommagée doit être remplacée.
- Les pièces cassées et usées doivent être remplacées.
- Tout élément du système de retenue y compris les ancrages suspects avoir été en service lors d'un accident du véhicule, doivent impérativement être remplacés.

RECOMMANDATIONS AVANT L'EMBARQUEMENT

Vérifiez et préparez les ceintures et rétracteurs de votre système de retenue.

Veillez au confort du passager.

Manœuvrez le fauteuil roulant avec précaution.

Pour rassurer votre passager, expliquez ce que vous faites.

Composition du système de retenue :

- 4 rétracteurs
- 1 ceinture abdominale-épaulière



CONFORMITÉ DU SYSTÈME

Le système QRT répond à toutes les exigences applicables aux normes SAE J2249 avec essai de choc frontal effectué à 48 km/h, 20-g en utilisant un fauteuil roulant d'un poids de 85 kg lesté d'une masse de 76,3 Kg.

Il a été dynamiquement testé avec simulation anthropométrique de maintien pelvien et dorsal supérieur. L'utilisation d'un maintien uniquement pelvien peut compromettre l'efficacité du système.

A employer seulement avec les fauteuils roulants positionnés vers l'avant.

Voir schéma 3 pour les différentes versions d'ancrage.

Le système de "RETENUE" devrait être utilisé selon les instructions suivantes :

- Aucun élément du fauteuil roulant, comme par exemple les accoudoirs ou les roues, ne doit se trouver entre les accessoires de maintien et l'utilisateur.
- Ne jamais se fier à la ceinture posturale du fauteuil, à moins qu'elle soit approuvée par Q'Straint ou que sa résistance ait été confirmée.
- Vérifier que les ceintures sont propres et qu'elles sont enroulées dans le boîtier du rétracteur en dehors de l'utilisation.
- S'assurer que le conducteur utilise sa propre ceinture de sécurité.

Item: 3-110

Différentes vues intérieures et
extérieures





DIETRICH VÉHICULES

Parc d'activité d'Alsace bossue
Rue de l'industrie 67320 THAL-DRULINGEN

Tél : +33 (0) 3 88 01 20 20

Fax : +33 (0) 3 88 01 25 30

Mail : contact@dietrich-vehicules.fr

www.lasolutionminibus.fr - dietrich-tpm.fr





DIETRICH VÉHICULES

Parc d'activité d'Alsace bossue
Rue de l'industrie 67320 THAL DRULINGEN

Tél : +33 (0) 3 88 01 20 20

Fax : +33 (0) 3 88 01 25 30

Mail : contact@dietrich-vehicules.fr

www.dietrich-vehicules.fr | www.dietrich-vehicules.fr



Items : 5-120 et 5-125

Porte d'accès, marche pied et poignée
montoire



Nouveau marche pied à partir de juillet 2022. Voir photo en illustration.





Deuxième poignée montoire (PSE 5-125)

Item: 5-190

Rampe manuelle





DIETRICH VÉHICULES

Parc d'activité d'Alsace bossue
Rue de l'industrie 67320 THAL-DRULINGEN

Tel : +33 (0) 3 88 01 20 20

Fax : +33 (0) 3 88 01 25 30

Mail : contact@dietrich-vehicules.fr

www.larevolutionmoderne.fr | dietrich-epsa.fr



Item: 5-220

Accès arrière



Ouverture à 180°

Item: 7-100

Tableau de bord



Sous réserve d'évolutions de l'agencement de la planche de bord par Citroën.

Item: 7-220

Cabine conducteur



Nous n'avons pas de photo d'un Modulis 30 équipé de cabine conducteur.
La photo ci-dessus a été prise sur un Modulis 50 Renault Master.
Le matériel est équivalent à celui posé sur Modulis 30 Citroën Jumper.



DIETRICH VÉHICULES

Parc d'activité d'Alsace bossue
Rue de l'industrie 67320 THAL-DRULINGEN

Tél : +33 (0) 3 88 01 20 20

Fax : +33 (0) 3 88 01 25 30

Mail : contact@dietrich-vehicules.fr

www.lasolutionminibus.fr | dietrich-tpmr.fr

Item: 7-312

Caméra de recul



Item: 8-100



SIÈGES AMOVIBLES

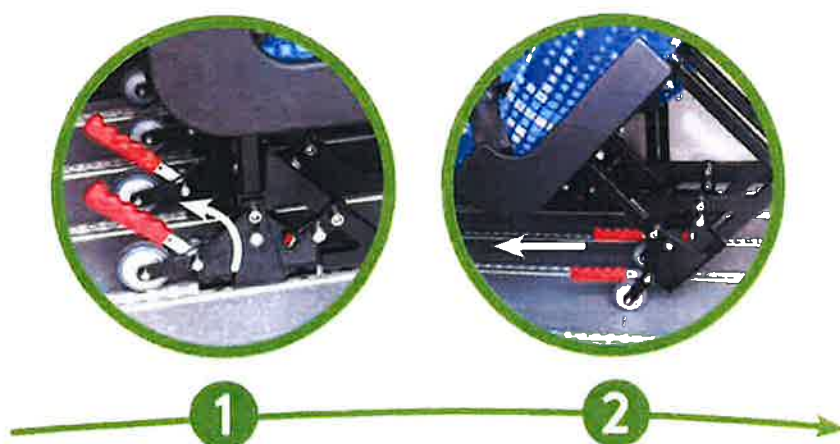
LA MODULARITÉ INSTANTANÉE



LE PLUS DIETRICH VÉHICULES

UN SYSTÈME
ULTRA RAPIDE ET
SANS EFFORT

2 temps, 2 mouvements



Sans effort et en deux mouvements, les sièges peuvent être placés en un temps record n'importe où dans le véhicule.



En suivant le lien ci-dessous, vous trouverez une vidéo explicative de la cinématique d'accrochage et de décrochage des sièges amovibles.

<http://www.dietrich-vehicules.fr/solution-minibus/minibus-tpmr-modulis-30/>

MàJ 13/02/2017



DIETRICH VÉHICULES

Parc d'activité d'Alsace Bossue
Rue de l'industrie | 67320 THAL-DRULINGEN

Tél : +33 (0) 3 88 01 20 20

Fax : +33 (0) 3 88 01 25 30

Mail : contact@dietrich-vehicules.fr

www.lasolutionminibus.fr | www.dietrich-tpmr.fr

Item: 8-110

Tissu sièges



Item : 8-300

Rails longitudinaux



Item: 8-310

Systèmes d'arrimage



Item: 8-320

Coffre de rangement pour sangles



Un de chaque côté à l'arrière du minibus

Item: 8-340

Harmonie intérieure

Panneaux en polyester
moulé

Revêtement de sol Forbo
Surestep PUR renforcé et
anti-dérapant



Item: 9-153

Rappel feux de détresse



Item: 10-112

Compartiment technique



Item: 10-161

**Fourniture et pose d'une girouette
frontale**



Accord-Cadre n°2022-02

Accord-cadre relatif à l'acquisition de minibus TPMR neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et non urbain de voyageurs

Marché subséquent n°2022-02-19

Lot n°1 : Minibus TPMR L2H2

ACTE D'ENGAGEMENT

A - Objet de l'acte d'engagement

■ Objet du marché subséquent :

Le présent marché subséquent est passé sur le fondement de l'accord-cadre n°2022-02 relatif à l'acquisition de minibus TPMR neufs de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et non urbain de voyageurs.

Le marché subséquent n°2022-02-19 est un marché à bons de commande qui a pour objet l'acquisition de minibus TPMR et de matériels accessoires relevant du lot n°1 « Minibus TPMR L2H2 » de l'accord-cadre.

Les Biens sont destinés à la Métropole Toulon Provence Méditerranée

■ Cet acte d'engagement correspond au marché subséquent passé sur le fondement du lot n°1 de l'accord-cadre n°2022-02.

B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire :

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché subséquent limitativement énumérée ci-dessous :

- ☒ L'acte d'engagement du marché subséquent,
- ☒ L'acte d'engagement de l'accord-cadre relatif au lot n°1,
- ☒ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du marché subséquent,
- ☒ Le CCAP de l'accord-cadre,
- ☒ Le Cahiers des Clauses Techniques Particulières et Financières (CCTPF) du marché subséquent et son/ses annexe(s) :
 - Annexe n° 1 : Mémoire technique
 - Annexe n°2 : Livraison
- ☒ Le CCTPF de l'accord-cadre relatif au lot visé par le marché subséquent et son annexe :
 - Annexe 1 : Illustrations
- ☒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) publié le 30 mars 2021,

Il est précisé que l'ensemble des Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE) obligatoires du CCTPF est retenu ainsi que l'ensemble des PSE facultatives auxquelles le Titulaire a répondu.

et conformément à leurs clauses et stipulations,

Le signataire engage la société :


[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

sans réserve, conformément aux clauses et stipulations des documents visés ci-dessus à livrer les Biens, objet du marché subséquent dans les conditions contractuelles et notamment :

- **Aux conditions tarifaires précisées dans le CCTPF du marché subséquent,**
- **Dans les délais fixés dans le CCTPF du marché subséquent.**

B3 - Compte à créditer :

 Nom de l'établissement bancaire : **Voir RIB ci-joint**

 Numéro de compte :

B4 - Avance :

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ NON ☒ OUI

B5 - Durée d'exécution du marché subséquent :

Le marché subséquent prend effet à compter de sa notification et prend fin à la fin de l'exécution du dernier bon de commande émis sur son fondement.

L'accord-cadre a été conclu pour une durée ferme de deux ans à compter de sa date de notification au Titulaire le 15/03/2022. Il est reconductible tacitement 2 fois pour une durée d'un an.

C - Signature de l'offre par le Titulaire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Monsieur Joël DIETRICH Directeur Général	Thal-Drulingen, Le 09/02/2024	 DIETRICH VÉHICULES Parc d'Activité d'Alsace Bossu Rue de l'Industrie F-67320 THAL-DRULINGEN Tél. : + 33 (0) 3 88 01 20 30 Fax : + 33 (0) 3 88 01 25 30

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

D - Identification et signature de l'acheteur

AGIR Transport, sous la dénomination commerciale
CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC
23 rue Daviel
75013 PARIS
SIRET 539 537 886 00035

A Paris, le

Signature

**CREDIT AGRICOLE
DE LORRAINE**

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE - IBAN

	Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé
RIB	16106	00082	86404690626	28
IBAN	FR76 1610 6000 8286 4046 9062 628			BIC AGRIFRPP861
Domiciliation	Nom et adresse du titulaire			
EST MOSELLAN ENT (00082)	S.A.S. DIETRICH VEHICULES			
Tél :	PARC D ACTIVITE D ALSACE BOSSUE RUE DE L INDUSTRIE 67320 THAL DRULINGEN			

INTERNET :
www.ca-lorraine.fr *

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine Société coopérative à capital variable. Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurances
775 616 162 RCS METZ - Siège social : 58-58, avenue André Malraux 57000 METZ
Adresse postale : CS 71700 54017 NANCY Cédex - code APE 6419 Z
Immatriculée sous le n° 07 022 719 au Registre des Intermédiaires en Assurance
Tél : 03 29 77 66 11 - 03 83 93 66 11 - 03 87 37 66 11 selon votre lieu d'appel - Fax 03 83 93 62 90

* Frais de communication facturés par votre opérateur télécom